

Palestine - Solidarité

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 192 du 16.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

sur mon blog : journal-palestine.blogspot.com : <http://journal-palestine.blogspot.com>

et

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Tiré a part : Voici ce que font les armes US à Gaza

1 Les brèves

1 -1 Michel Bôle-Richard : Tsahal utiliserait à Gaza un nouveau type d'armes, le DIME américain.

2 Dossier

2-1 Point de vue du dr. Bashir Musa Nafe' : Les multiples faces de la crise palestinienne.

2-2 Point de vue de Saïd Siam : « Le gouvernement est victime d'un complot visant à le discréditer »

2-3 Point de vue d'Ali Samoudi : Le camp de Jénine : nouvelle attaque sioniste contre les résistants.

2-4 Point de vue de Marc Perelman : Des Juifs américains colombes et de gauche s'organisent pour contrer l'influence de l'AIPAC.

2-5 Point de vue de Abir Kobty : Cela s'aggrave, d'octobre en octobre.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Tiré a part

Voici ce que font les armes US à Gaza :

http://www.rainews24.rai.it/ran24/inchieste/10102006_gaza_foto.asp

1 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

1 -1 Michel Bôle-Richard : Tsahal utiliserait à Gaza un nouveau type d'armes, le DIME américain .

L'armée israélienne a-t-elle utilisé, au cours de l'été, dans la bande de Gaza, un nouveau type d'armes très performantes qui cause des blessures inhabituelles ? De nombreux témoignages font état de profondes brûlures et de membres sectionnés nettement, *"comme s'ils l'avaient été par une scie"*, indique un médecin de l'hôpital Chifa, à Gaza, cité, mercredi 11 octobre, par le journal *Haaretz*. Les corps des morts n'ont pas été déchiquetés par des éclats comme c'est le cas habituellement, et les médecins ont noté que les blessures comportent de minuscules orifices d'entrée. A l'intérieur, il y a de petites particules qui ne peuvent, selon les médecins, être détectées aux rayons X.

Une équipe de la chaîne de télévision italienne RAI 24news, la même qui avait révélé l'utilisation des bombes au phosphore lors de l'attaque américaine de Fallouja, en Irak, en novembre 2004, a enquêté sur ces blessures. Elle a abouti à la conclusion qu'il pouvait s'agir d'une nouvelle arme américaine appelée DIME (Dense Inert Metal Explosive), dont la particularité est d'être très performante pour détruire la cible choisie tout en causant des dégâts dans un rayon très limité de quelques mètres. C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu un général israélien à la retraite, Yitzhak Ben-Israël.

Selon le site Internet des laboratoires de l'armée de l'air américaine, ce type de projectiles, qui serait au stade expérimental, est constitué d'une enveloppe en carbone avec à l'intérieur un mélange composé notamment de tungstène, métal qui est très conducteur de la chaleur. *"Le résultat est beaucoup plus destructeur qu'un explosif normal, est-il indiqué, et l'impact des micro-shrapnels cause un effet similaire mais beaucoup plus puissant que l'onde de choc de la déflagration."*

Les journalistes italiens ont fait analyser à l'université de Parme les particules récupérées sur les victimes. Selon les résultats, il s'agit *"d'une grande concentration de carbone et de la présence de matériaux inhabituels comme le tungstène, l'aluminium et le cuivre"*. Ce qui laisse supposer qu'il s'agirait du DIME, l'arme adéquate pour les assassinats ciblés pratiqués par Tsahal dans la bande de Gaza à partir de drones ou d'hélicoptères.

Ces nouveaux projectiles ont été utilisés à Gaza pendant la guerre du Liban, à une époque où tous les regards étaient tournés vers le pays du Cèdre. Depuis le 28 juin, date du lancement de l'opération Pluies d'été, après l'enlèvement trois jours auparavant du caporal israélien Gilad Shalit, Tsahal a mené d'innombrables incursions et bombardements dans la bande de Gaza, tuant 240 personnes..

Michel Bôle-Richard

LE MONDE | 12.10.06 | 16h40 • Mis à jour le 12.10.06 | 16h40

JÉRUSALEM CORRESPONDANT

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3218,36-822672@51-803567,0.html>

2 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Point de vue du dr. Bashir Musa Nafe' : Les multiples faces de la crise palestinienne.

Il n'est plus possible ni même utile d'ignorer l'existence d'une crise palestinienne qui va s'aggravant. Les affrontements répétés entre ceux qui sont décrits comme étant les partisans de Hamas et les partisans du Fateh, ou les forces qui dépendent du président ou celles du gouvernement, les critiques aigües échangées entre la présidence et ceux qui se sont déclarés ses défenseurs, et entre la direction du gouvernement, l'échec cuisant de parvenir à un accord sur la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale, malgré l'adoption de ce gouvernement par toutes les parties, les divisions et les accusations proférées par des parties palestiniennes sur

l'appartenance des uns et des autres aux axes régionaux et internationaux, installant une paralysie dans la défense du droit palestinien face aux violations criantes israéliennes et l'apathie internationale, le blocus économique et politique qui pousse des centaines de milliers de Palestiniens vers le gouffre de la faim, toutes ces indications ne peuvent cacher une situation en crise.

En apparence, cette situation semble être la conséquence d'un conflit entre le président Mahmoud Abbas et le gouvernement dirigé par Hamas, autour de quelques articles du programme d'unité nationale recherché, mais en réalité, la crise palestinienne a plusieurs facettes, et le conflit à propos du programme politique n'en est que l'apparence.

Au coeur de la crise, c'est la victoire remportée par le Hamas aux élections de janvier dernier, cette victoire dont certains ne veulent pas réaliser les significations historiques, se comportant avec elle comme si cela était un événement passager pouvant être contourné. Le pluralisme excessif est un phénomène concomitant à l'histoire nationale palestinienne, il s'agit d'un phénomène naturel issu de l'effondrement de la société palestinienne suite à la Nakba en 1948 et l'éparpillement de cette société en groupements divers à l'intérieur de la patrie et en exil. C'est un phénomène rattaché à l'effondrement de l'unanimité dans les sociétés arabo-musulmanes au cours du XXème siècle, après que ces sociétés aient été surprises par d'importants défis occidentaux et les tempêtes de la modernité, c'est un phénomène rattaché aussi à la montée des idéologies dans la région arabe après la deuxième guerre mondiale, et la foi de l'intelligentsia palestinienne montante dans l'efficacité de l'idéologie. Mais le pluralisme excessif palestinien n'a pas empêché l'émergence d'une force palestinienne principale, une force dirigeante, à chacune des étapes de l'histoire du mouvement national, quelle que soit la justesse ou non de la vision de cette force. Cette force a acquis sa place et son rôle, non seulement parce qu'elle a réussi à profiter des rapports de force arabes, et parfois de l'unanimité arabe pour son adoption, mais aussi, et de façon importante, par sa réussite à apporter des réponses convaincantes aux questions posées par le peuple palestinien, dans une situation donnée.

Le rassemblement palestinien autour de la direction et de la vision de Hajj Amin al-Hussayni était réel, malgré la présence de personnalités concurrentes tout au long de cette période, du milieu des années trente jusqu'à la Nakba. Après une phase transitoire d'effondrement du mouvement national, la célèbre alliance entre la direction de l'Organisation de Libération de la Palestine et du projet nassérien a constitué un axe pour un large soulèvement et rassemblement palestiniens. Et lorsque le projet nassérien subit la défaite en 1967, il devint nécessaire à la direction première et fondatrice de l'OLP d'assumer sa part de la défaite. Ce fut, bien évidemment, le moment de l'émergence du mouvement Fateh qui prend en main les rênes de la direction nationale, au moment où la scène palestinienne assiste à un pluralisme politique, idéologique et actif sans précédent pour tout mouvement de libération nationale.

En ce sens, il est nécessaire de lire la victoire électorale de Hamas, en tant qu'indicateur pour un nouveau changement historique dans la constitution, la vision et la direction du mouvement national, et non seulement une simple concurrence partisane sur le gouvernement et le pouvoir, mais ce pouvoir, comme il était d'ailleurs clair, et le devient de plus en plus, ne mérite même pas cette concurrence. Après des décennies de direction exclusive par le mouvement Fateh de la question palestinienne, les Palestiniens sont actuellement convaincus que le mouvement national dirigé par le Fateh est devenu incapable à répondre aux grandes questions de la cause nationale, que le temps est venu pour qu'il se démette au bénéfice d'une autre force et d'une autre vision, nouvelle. Mais la classe politique palestinienne qui a été liée à la période précédente ne veut pas entendre l'opinion du peuple, elle résiste, avec toute la force et la ruse dont elle dispose, par des moyens légitimes et illégitimes, au processus de changement.

Il est probable que la résistance au processus de changement est due à des convictions profondes dans la justesse de cette position. Mais elle est due, en grande partie, à un système de privilèges sur lequel s'appuie cette classe et dans le giron duquel elle vit depuis plus d'un quart de siècle. Tout comme le pluralisme excessif, le mouvement national palestinien a été miné par des phénomènes de corruption qui ne peuvent être niés, dès la naissance de la lutte armée suite à la défaite de 1967. Le champ de la corruption s'est élargi et s'est intensifié au cours de la phase libanaise qui a duré de 1971 à 1982.

Mais la corruption qui avait cours en Jordanie et au Liban a été affrontée et mise en parallèle avec une lutte aussi égale et parallèle, que ce soit dans les luttes de l'action armée tout au long du Jourdain ou à travers ce fleuve, ou par la montée de la lutte armée au sud Liban et au nord de la Palestine, et même dans le marécage de la guerre civile libanaise. La lutte a baillonné l'ampleur de la corruption et a réussi à limiter ses conséquences destructrices sur le mouvement national. Mais à peine les forces palestiniennes sont-elles sorties du Liban et que la direction de l'OLP et la majorité de ses institutions se déplacent vers la capitale tunisienne, que la dimension de la lutte recule, et que le corps du mouvement national se transforme en bureaucratie d'émigration, minée par le chômage, l'ennui et la dispute sur les positions et les rôles. Et à la place des valeurs de sacrifices et de lutte, les institutions nationales palestiniennes sont dominées par les valeurs des privilèges. Dans cette ambiance précise, une classe politique émerge et mène les négociations sur l'accord d'Oslo, pour retourner en majorité en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, afin de diriger l'autorité palestinienne et transmettre le mal des privilèges à tous ceux qui s'y approchent, qui la rejoignent parmi les anciens militants du mouvement national, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

La signification des dernières élections palestiniennes, ou ce que peut donner toute tentative réelle et sérieuse de reconstruire l'OLP, de la réactiver en tant qu'entité rassemblant les Palestiniens, n'est pas seulement l'apparition de nouveaux programmes, vision, mode d'action ou genre d'alliance du mouvement national palestinien, mais aussi la démission d'une classe politique et la limitation du système des privilèges dans lequel et pour lequel elle a vécu pendant des décennies. C'est ce qui explique que les éléments les plus corrompus et les plus privilégiés de la classe politique palestinienne sont les plus hostiles au gouvernement palestinien actuel et les plus actifs pour limiter et contourner les résultats des élections.

D'autres parties, israéliennes, régionales et internationales, s'accrochent à cet aspect important de la crise, lui donnent de la force et des arguments, et en retirent aussi en échange, une puissance. Les Israéliens, dont la majeure partie de leur direction considère qu'elle a donné au cours des années 90 le maximum qu'elle peut donner au peuple palestinien et aux accords d'Oslo, cherchent à transformer la lutte sur la Palestine en une lutte palestino-palestinienne, paralysant le mouvement national palestinien et détruisant la capacité du peuple palestinien à poursuivre la lutte.

Les Israéliens trouvent dans les conflits palestiniens internes, et l'accentuation de la concurrence sur la direction de l'Autorité et du mouvement national palestinien, une grande occasion pour convaincre le monde que les Palestiniens ne méritent pas plus que ce que Israël lui a accordé, tout seul. Pour cela, les Israéliens essaient et agissent pour isoler et affaiblir le gouvernement de Hamas et sont aussi devenus une partie directe dans l'accentuation de la crise palestinienne interne, en soutenant une partie précise et en l'encourageant à accentuer la crise.

La position américaine et celle de quelques Etats européens ne sont guère différentes. Depuis les événements du 11 septembre 2001, l'administration américaine ne considère plus la question palestinienne comme une question devant être traitée pour maintenir la stabilité de la région et du monde, mais en tant que partie d'une guerre mondiale contre le terrorisme et les forces de l'extrémisme, du radicalisme musulman et du danger arabe et musulman historique sur la situation occidentale. Cette vision implique, malgré ce qu'écoute le président Abbas de temps à autre lors de ses rencontres avec les responsables américains, de donner à l'Etat hébreu l'occasion entière de défaire les Palestiniens et de retirer la question palestinienne totalement des agendas arabes et islamiques.

Il est étrange que la classe politique palestinienne précédente, le président et ceux qui l'entourent, ne voient pas que l'intérêt euro-américain pour faire tomber le gouvernement de Hamas ne signifie pas qu'une certaine équité internationale concrète attend les Palestiniens, au bout du tunnel. Ce que voit la classe politique palestinienne, aveuglée par les soucis d'avoir perdu le système des privilèges qui s'est effondré, c'est que le gouvernement de Hamas est devenu une entrave pour parvenir à une solution juste et honorable, et un facteur de faiblesse palestinienne dans le rapport de force international. Alors que l'isolement et le boycott occidental du gouvernement et du peuple visent le rétrécissement de la capacité des Palestiniens à résister en les poussant au bord du désespoir et de la soumission aux réalités de la force, certains dirigeants palestiniens précédents considèrent que la pression internationale sur le Hamas et son gouvernement agissent pour leurs intérêts et pour l'intérêt de faire tomber un gouvernement exceptionnel, pour retourner à la situation politique palestinienne, telle qu'elle était auparavant.

Ce qui a aidé à accentuer la crise palestinienne et la série des illusions qui agite plusieurs de ses acteurs, c'est la division politique arabe qui s'est exacerbée au cours de l'été. Depuis l'invasion de l'Irak, l'axe tripartite arabe, l'Egypte, la Syrie et l'Arabie Saoudite, qui a représenté le centre du poids politique arabe pendant plusieurs décennies et qui a essayé de maintenir un minimum d'intérêts arabes, s'est désagrégé. La Syrie fut contrainte, alors qu'elle faisait face à la proximité américaine armée à l'est et au danger représenté par l'Etat hébreu à l'ouest, à renforcer son alliance avec l'Iran. La Syrie ne peut être entièrement innocente de la responsabilité de l'éloignement de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite, mais le problème de cette alliance tripartite a émergé dès le ralliement égypto-saoudien, explicitement ou implicitement, au camp favorable à l'occupation de l'Irak. Les choses ont ensuite évolué pour mettre la Syrie face au danger et à la menace, et sans que Hamas le planifie, ou même le souhaite, il s'est retrouvé catalogué comme faisant partie du camp syro-iranien, ce qui a donné l'espoir à la classe politique palestinienne précédente, estimant que ce catalogage du gouvernement Hamas impose non seulement un isolement euro-américain mais aussi, et ce qui est plus important encore, un isolement arabe.

Le problème que le camp de la classe des privilèges ne veut pas voir est que, malgré les graves difficultés vécues par les Palestiniens à cause des pressions imposées sur le gouvernement palestinien, les Palestiniens ne veulent pas un gouvernement qui adopte la ligne politique précédente, même si l'adoption de cette ligne est un moyen de lever les difficultés, et bien plus, les Palestiniens ne veulent plus, quelle que soit la situation, que le dossier national revienne entre les mains de la classe des privilèges et de ses personnalités connues, ou du moins que cette classe ne revienne pas pour décider toute seule de l'avenir de la question nationale.

Même la majorité de ceux qui manifestent, qu'ils aient été incités ou pas, dans les rues de Gaza ou de Ramallah,

savent l'ampleur de la catastrophe à laquelle la classe politique précédente a conduit les Palestiniens. Lors des prochaines élections, précoces ou non, il sera difficile à des personnalités importantes de la classe politique précédente d'obtenir la confiance du peuple. Au cas où elle parvient, à cause du soutien israélien, arabe et international, à faire tomber le gouvernement et à contourner les résultats électoraux, toute tentative de sa part de s'emparer en exclusivité du dossier national conduira à une explosion palestinienne sans précédent, qui imposera les résultats des élections, par d'autres moyens.

C'est cela que doivent éviter les sages parmi les Palestiniens, avec tous leurs efforts et leur sagesse, en laissant les forces de l'histoire agir, avec le temps.

dr. Bashir Musa Nafe'

12 octobre 2006

Traduit par Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

2-2 Point de vue de Saïd Siam : « Le gouvernement est victime d'un complot visant à le discréditer »

Al-ahram hebdo : Que pensez-vous des accrochages qui ont eu lieu récemment entre la force exécutive du ministère de l'Intérieur alliée au Hamas et les forces de sécurité proches du Fatah qui étaient en grève à cause du non-paiement de leurs salaires, ce qui a conduit à 130 victimes au total. Qu'en dites-vous ?

Saïd Siam : Tout d'abord, je voudrais exprimer ma tristesse la plus profonde pour chaque goutte de sang versée en ce jour funeste. Néanmoins, il est de mon devoir également de vous assurer que ce qui s'est passé de notre part était conforme à la loi contre toute rébellion. Notre travail consiste à protéger le peuple et empêcher les rébellions susceptibles d'une manière ou d'une autre d'entraver sa sécurité.

Nous déplorons la violence et la mort de chaque victime mais pour autant, il nous faut également signaler que le bilan annoncé est sans doute exagéré car certaines personnes ont trouvé la mort en marge des accrochages et non pas dans les accrochages mêmes. Le nombre de rebelles n'était pas élevé et tous les efforts possibles ont été déployés pour empêcher la dispersion des rangs palestiniens.

Le ministère de l'Intérieur savait les plans et connaissait les noms des officiers de la sécurité qui incitaient à cette grève. Nous avons alors contacté le président Mahmoud Abbass qui a pris une décision interdisant la participation des militaires et des membres de la sécurité aux protestations quelle qu'en soit la forme.

Nous établissons actuellement la liste des noms des rebelles et des auteurs de troubles. Nous avons pu photographier certains officiers qui mettaient le feu aux pneus et détérioraient les rues. Tout le dossier sera prochainement remis au président. Quoi qu'il en soit, il n'est pas acceptable que les forces de sécurité interviennent dans de ce genre d'affaires. L'intervention de la force exécutive n'a eu lieu que lorsque tous les autres moyens ont épuisé. Le ministère de l'Intérieur craignait un dérapage, surtout que les gardes des institutions importantes comme la Banque Centrale, les autres banques et les ambassades avaient quitté leurs postes.

Dans certains quartiers, il y a eu des victimes alors que les membres de la force exécutive n'étaient pas du tout présents sur les lieux. Nous avons une liste des noms des officiers qui se déplaçaient d'un endroit à un autre et se cachaient en haut des immeubles pour ouvrir le feu.

Une enquête est actuellement en cours afin d'éclaircir les circonstances de l'accident et il est clair que tout cela est le fruit d'un complot pour faire pression et donner une image de chaos. L'objectif étant de discréditer le nouveau gouvernement. Car il ne s'agit pas d'incidents spontanés mais bel et bien d'actes minutieusement planifiés. Nos objectifs portent aujourd'hui sur le recul de la violence et nos espoirs sur la paix dans la rue palestinienne. Mais concernant ces événements, j'avais donné des ordres à tous les commandements des services de sécurité pour déployer les forces palestiniennes le 1er octobre, le jour où les manifestations ont eu lieu. L'objectif était de garantir la sécurité des citoyens. De même qu'il est important de signaler que la force exécutive n'est pas uniquement formée de membres du Hamas, comme certains le prétendent. Il existe également 1000 éléments appartenant aux Brigades des martyrs d'Al-Aqsa affiliées au Fatah, 800 éléments affiliés aux comités de la résistance populaire, 260 appartenant au Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), 50 appartenant au Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP), 80 au commandement général et 34 au Front de libération arabe et 20 parmi les forces spéciales.

— Pourquoi le gouvernement d'union nationale n'a-t-il pas encore été formé ? Pensez-vous que sa formation contribuera à réduire la tension sur la scène palestinienne ?

— Il y a des éléments au sein du mouvement Fatah et d'autres parmi la délégation qui a accompagné le président palestinien Mahmoud Abbas, lors de sa dernière visite à New York qui ne veulent pas que ce gouvernement soit formé. Et ce grâce au soutien de certaines parties américaines et européennes qui affirment que ce gouvernement sera dans l'incapacité de ressusciter le processus de paix dans la région. Cependant, je tiens à assurer qu'il n'est pas vrai que les consultations concernant la formation du gouvernement sont au point mort. Au contraire, nous avons effectué des pas prometteurs sur cette voie et nous avons prévu de poursuivre notre travail. Par ailleurs, je tiens à redire et à assurer que notre position est sans équivoque. Nous ne reconnaitrons jamais l'occupation israélienne et personne n'a le droit de nous demander de le faire. Ceux qui ont reconnu l'existence d'Israël n'ont pas résolu le problème. Car il est de même sans équivoque que l'objectif est de soumettre et d'humilier le peuple palestinien afin de l'obliger à renoncer à la lutte.

Il est certain que l'activation politique dans la phase actuelle est très utile pour parvenir à une position commune ou du moins créer une entente autour de points déterminés. Mais un complot international est fomenté et la résolution des problèmes de sécurité dans de telles conditions reste extrêmement délicate, surtout quand il existe aussi à l'intérieur des tentatives destinées à semer le trouble.

— Quelle est votre réponse aux nombreuses critiques formulées par le Fatah dont la dernière en date était celle faite par Azzam Al-Ahmad, le président du groupe parlementaire du Fatah, à propos du discours du premier ministre Ismaïl Haniyeh, dans lequel il affirme que le gouvernement du Hamas puise sa légitimité de Dieu ?

— Oui, le Hamas puise sa légitimité de Dieu. Ensuite, le gouvernement a obtenu une légitimité constitutionnelle que le peuple palestinien lui a attribuée lors des dernières élections législatives. En principe, nous appartenons à un mouvement religieux islamique et nous avons une légitimité religieuse que nous associons à une légitimité constitutionnelle. Personne n'a le droit de nous juger ou de critiquer notre politique sans comprendre le sens réel de ce que nous défendons.

Achraf Aboul-Hol

Saïd Siam, ministre palestinien de l'Intérieur, explique les raisons des derniers affrontements interpalestiniens et les chances d'arriver à un gouvernement d'union nationale.

Oct 11, 2006, 13:20 <http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2006/10/11/invi0.htm>

© Déposer 2003 par palestine-info.cc

2-3 Point de vue d'Ali Samoudi : Le camp de Jénine : nouvelle attaque sioniste contre les résistants.

11 octobre 2006

Deux jeunes dont un combattant des Saraya al-Quds ont été blessés par les forces de l'occupation dans le camp de Jénine. L'opération spéciale a été menée par les forces de l'occupation juste avant la rupture du jeûn, où deux résistants recherchés ont été arrêtés, des Brigades des martyrs d'al-Aqsa et des Saraya al-Quds.

Alors que la population du camp de Jénine se préparait à rompre le jeûn, une unité spéciale des forces de l'occupation s'est infiltrée vers la place centrale du camp. Des témoins ont affirmé que l'unité a utilisé une voiture portant une plaque palestinienne afin de pouvoir s'infiltrer facilement en ce moment de la journée. La voiture s'est arrêtée devant la maison de Arafat Abu Awwad, qui a été surpris par les coups de feu nourris contre sa maison, sans qu'il ne sache pourquoi.

Encerclément et affrontements

Alors que la force spéciale encerclait la maison Abu Awwad, plus de quarante véhicules de l'occupation envahissaient le camp. Notre correspondant a noté que les patrouilles ont investi tous les axes, fermé les issues pendant que les soldats israéliens occupaient les maisons et installaient des tireurs. Des affrontements armés ont eu lieu dans les rues du camp : les résistants de Saraya al-Quds et des Brigades des martyrs d'al-Aqsa se sont affrontés à l'occupation sur plusieurs axes, et des groupes de résistants lançaient des explosifs sur les chars de l'armée. Deux résistants ont été blessés, dont Jihad Sayes, 23 ans, qui fut blessé à la tête et aussitôt transporté à l'hôpital de Nablus. Les forces de l'occupation prétendent qu'il est recherché et qu'il est membre des Saraya al-Quds.

Les forces de l'occupation ont également occupé les maisons donnant sur celle de Mahmoud Saadi, un des dirigeants du Jihad Islamique, recherché par les appareils de la sécurité sioniste. Mahmoud Saadi a déclaré que les combattants de Saraya al-Quds et des Brigades des martyrs d'al-Aqsa ont riposté avec courage aux forces de l'occupation, malgré la surprise et l'ampleur de l'attaque qui s'est poursuivie tout au long des deux heures après la rupture du jeûn.

Arrestations

Les forces qui ont encerclé la maison d'Abu Awwad ont appelé par haut parleur demandant à des résistants recherchés de se rendre. Ils ont, pour cela, pris en otage les membres des familles voisines, et ont menacé de détruire les maisons. Puis elles se sont mis à fouiller les maisons pour arrêter Nidal Ya'qub, 18 ans qu'Israël accuse d'appartenir aux Saraya al-Quds et Abdel Ghani Abu Bakr, 18 ans, accusé d'appartenir aux Brigades des martyrs d'al-Aqsa, tous les deux étant de Ya'bud, village voisin de Jénine.

Les forces de l'occupation se sont retirées, proclamant qu'elles viennent d'arrêter deux des plus dangereuses personnes recherchées, accusés d'avoir planifié des opérations contre des cibles militaires israéliennes. De son côté, Mahmoud Saadi a déclaré que ces opérations ne peuvent arrêter la marche du Jihad Islamique, ni la répression, ni les assassinats ou les arrestations ne feront arrêter la résistance, au contraire, ces actes ne font qu'accroître la détermination de notre peuple et de ses résistants à poursuivre leur lutte.

Ali Samoudi

Traduction : Palestine en marche

2-4 Point de vue de Marc Perelman : Des Juifs américains colombes et de gauche s'organisent pour contrer l'influence de l'AIPAC.

Un certain nombre d'anciens représentants américains, ainsi que des groupes juifs de gauche, des militants et des philanthropes comme George Soros, allient leurs efforts pour faire pression sur l'administration Bush afin que celle-ci s'implique davantage dans la promotion des négociations

israélo-palestiniennes.

Cette semaine, un groupe (Démocrates et Républicains) d'anciens diplomates, dont Dennis Ross et Thomas Pickering, a publié une déclaration qui appelle à davantage d'implication américaine dans la région, à un moment où la politique unilatérale choisie par Israël semble avoir échoué, au Liban comme à Gaza. Ce groupe, réuni sous l'égide du groupe israélien colombe Israeli Policy Forum (IPF), a pressé l'administration Bush à jouer le rôle de médiateur pour obtenir un cessez-le-feu israélo-palestinien, à tenir compte davantage des actes du gouvernement palestinien que des déclarations des dirigeants du Hamas, à soutenir l'initiative de paix saoudienne et à renforcer le gouvernement libanais.

Cette information intervient quelques semaines après que des représentants de l'IPF ont participé à une réunion avec un collaborateur de Soros, des représentants d'autres groupes juifs de gauche et d'anciens officiels américains et israéliens. Selon la Jewish Telegraphic Agency (JTA), cette réunion était un premier pas vers la création d'une alternative à l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), le puissant lobby pro-israélien (1). Les participants nient que leur initiative ait été une tentative par Soros de prendre le contrôle du lobby pro-israélien établi, mais confirment que la réunion a eu essentiellement pour objet d'étudier les moyens de faire pression sur le Congrès et l'administration Bush pour qu'ils soutiennent une plus grande implication dans la résolution du conflit israélo-palestinien, position qui résulterait inévitablement en un clash avec l'AIPAC.

Une deuxième réunion est prévue à New York le 26 octobre, consacrée à la levée de fonds. Les partisans de cette mobilisation à gauche pourraient avoir à mener un combat difficile, si l'on en juge par une information récente publiée par le quotidien israélien Yedioth Aharonot, selon laquelle Bush a indiqué à Israël que les Etats-Unis ne verraient pas d'un bon oeil une reprise des pourparlers avec le régime syrien. (...)

Shibley Telhami, professeur pour la paix et le développement à l'université du Maryland, conteste que cette administration fasse obstruction aux efforts de paix : "Je pense qu'il n'y a pas de décision politique pour empêcher les efforts de paix, en particulier avec la Syrie. La vérité, c'est que cette administration est divisée sur ce sujet, tout comme le sont les Israéliens." /...

On n'a pas beaucoup entendu les Démocrates manifester leurs critiques à l'égard de la position de l'administration Bush sur la question palestinienne, mais le sénateur Joseph Biden, l'un de leurs experts les plus en vue, membre de la commission des Affaires étrangères et possible candidat à l'investiture démocrate aux présidentielles, s'est récemment exprimé : "Il n'y a jamais eu de progrès au Moyen-Orient sans une action des Etats-Unis en tant que catalyseur. Il nous faudrait une personnalité importante sur le terrain, disponible 24h sur 24, tous les jours (...)."

Les soucis de l'administration Bush concernant l'Irak et l'Iran, et la tension croissante dans les territoires palestiniens, ont poussé certains représentants européens à faire pression sur cette administration pour montrer davantage de souplesse dans l'interprétation des trois conditions posées par la communauté internationale pour financer et traiter avec un gouvernement palestinien d'union nationale, et reprendre l'assistance financière. Ces trois conditions sont : reconnaissance d'Israël; acceptation des accords passés, et renonciation à la violence.

De leur côté, les alliés arabes de Washington, inquiets de l'issue de la guerre au Liban et de la détérioration de la situation à Gaza, accélèrent leurs efforts de médiation. La Ligue arabe a demandé au Conseil de sécurité des Nations Unies de prendre l'initiative d'un règlement global. L'Egypte négocie la libération de Gilad Shalit, le soldat israélien enlevé par une milice palestinienne à Gaza. Et le Qatar tente de réduire les différends entre le Fatah et le Hamas.

En outre, l'Arabie saoudite prend de nouveau une initiative diplomatique pour faire repartir son plan de paix de 2002, qui offrait une normalisation

des relations israélo-arabes en échange d'une solution à deux Etats avec pour base les frontières d'avant 1967. Riyad a déjà indiqué qu'elle était prête à discuter avec Israël des questions les plus délicates de son plan, à savoir les frontières et les réfugiés.

En Israël, on semble être sensible aux efforts saoudiens : des informations ont filtré selon lesquelles le premier ministre Ehud Olmert aurait rencontré un haut responsable saoudien en Jordanie le mois dernier. Mais l'administration Bush est demeurée silencieuse.

Certains dirigeants politiques israéliens, comme le ministre de la défense Amir Peretz et le ministre de la sécurité intérieure Avi Dichter, ont défendu l'idée de répondre aux ouvertures de paix répétées du président syrien Bacher Assad plutôt que de les repousser sans même les examiner. Depuis la fin de la guerre au Liban, Assad a fait plusieurs déclarations qui suggèrent son désir de reprendre les pourparlers de paix avec Israël qui avaient échoué en 2000, tout en menaçant de faire la guerre si Damas ne reprend pas le contrôle du Golan. Au cours d'une interview à la BBC diffusée lundi dernier, le président syrien a émis des doutes sur la capacité d'Israël à engager des négociations de paix avec son pays : "Nous ne savons pas si ce gouvernement est suffisamment fort pour aller vers la paix", a dit Assad, faisant apparemment allusion à la chute de popularité d'Olmert. Olmert a repoussé toute idée de reprise des négociations avec les Syriens pour le moment, qui irait contre la politique de l'administration Bush consistant à isoler un régime syrien affaibli par son retrait forcé du Liban l'an dernier après l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri.

"Contrairement aux Américains, les Israéliens ont un vrai débat sur la question de savoir s'il faut oui ou non parler à la Syrie", dit Joshua Landis, co-directeur du Center of Peace Studies à l'université de l'Oklahoma, et auteur du blog "SyriaComment". "Il paraît clair que le président Bush s'en tient toujours à l'idée qu'il va gagner la guerre de la réforme d'un Grand Moyen-Orient, entamée avec la guerre en Irak. A un moment donné, un certain nombre de ses plus proches conseillers a cru que cela comprendrait un changement de régime à Damas. Je pense que la résistance de Bush à l'ouverture de la porte aux négociations avec la Syrie (et l'Iran) provient de l'espoir borné chez les conseillers de Bush de voir un retournement de situation au Moyen-Orient, et qu'il n'est pas trop tard pour qu'il y ait un changement de régime en Syrie."

Après que le Yediot Aharonot eut publié son information sur l'opposition de Bush à la reprise par Israël des négociations avec la Syrie, les Américains pour La Paix Maintenant (Americans for Peace Now, APN) ont exigé de l'administration Bush qu'elle clarifie sa position et exprime son soutien plein et entier à cette ouverture. Debra DeLee, présidente d'APN, a participé à la réunion en septembre des "colombes", citée plus haut. (...)

Il y a des différences d'appréciation au sein de cette nouvelle structure sur la manière d'affronter l'AIPAC. George Soros doit participer à la réunion de cette nouvelle initiative, ainsi que d'autres Juifs américains de gauche de premier plan, dont Peter Lewis, qui comme Soros, est l'un des principaux contributeurs de MoveOn.org, un groupe de collecte de fonds de gauche fonctionnant à partir d'un site web, Edgar et Charles Bronfman, anciens magnats de l'alcool, grands donateurs aux causes israéliennes et juives, et Mel Levine, ancien membre du Congrès démocrate et avocat influent de la Côte Ouest.

(1) Deux précisions : le mot "lobby" aux Etats-Unis n'a pas la connotation négative qu'il a en France. Le lobbying y est public, légal et réglementé. D'autre part, l'AIPAC s'est toujours distingué par ses positions très à droite, proches de celles du Likoud.

Marc Perelman

<http://www.forward.com/articles/bush-urged-to-take-lead-in-peace-talks/>

The Forward, 11 octobre 2006

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

2-5 Point de vue de Abir Kobty : Cela s'aggrave, d'octobre en octobre.

Quand il s'agit de sang arabe, il n'y a pas d'actes d'accusation, pas de justice, pas de juge. Après six années de recommandations et de promesses, la guerre a encore ajouté une cicatrice. Six années ont passé depuis les événements d'octobre 2000 au cours desquels 12 citoyens arabes et un habitant de Gaza avaient été tués par les balles de policiers et de tireurs d'élite. Trois années ont passé depuis la publication des conclusions de la Commission Or, et près d'un an depuis les résultats de l'enquête du Département des investigations portant sur des policiers, enquête qui avait été rouverte sur la pression du public. Mais aujourd'hui, après des années d'une douloureuse agitation des esprits, d'une accumulation de commentaires, d'attentes, de conclusions, de recommandations et de promesses, non seulement nous n'avons pas progressé dans le sens de l'égalité espérée, mais nous avons fait marche arrière : d'après les chiffres du centre « Mossawa » [association indépendante, créée en 1997, qui œuvre au changement du statut des citoyens arabes palestiniens en Israël - NdT], depuis octobre 2000, 20 autres citoyens arabes ont été tués par les balles des forces de sécurité israéliennes. Et la dernière guerre a ajouté une cicatrice, creusant encore la faille entre les populations juive et arabe dans ce pays.

Tant la guerre du Liban que les événements d'octobre 2000 sont caractérisés par un recours pressé à la force. Cela a été et cela reste l'option première et pour tout dire unique de l'éventail des possibilités du gouvernement et de ses différents organes pour tout ce qui est lié aux Arabes de l'intérieur et de l'extérieur. Aucune leçon n'a été retenue et la politique hostile à l'égard de la population arabe perdure, comme l'option exclusive. Un exemple à la fois marquant et tout frais est la réponse automatique du Premier Ministre aux derniers signes donnés par la Syrie disposée à parvenir à un accord de paix.

Le lien qui relie l'attitude à l'égard d'octobre 2000 et la deuxième guerre du Liban concerne les commissions d'enquête. La Commission Or n'a pas pointé de fautes directes et ses recommandations portant sur un changement de la politique clairement discriminatoire des gouvernements israéliens ont été classées sans suite (même celles qu'on a fait mine d'encourager ne seront jamais appliquées). On peut supposer que le sort de la Commission Vinograd et des autres commissions d'enquête/fuite/plaisanterie mises sur pied par Olmert ne sera pas différent. Nous nous sommes habitués depuis longtemps au fait que la fonction des commissions n'est pas de chercher la vérité, de pointer des dysfonctionnements dans les modèles de pensée fondamentaux, ni d'amener un changement vital de politique. Il est clair pour nous tous, en fait, que la fonction, presque ouvertement déclarée, de ces commissions est de balayer, d'évacuer les questions importantes, cruciales. Cette fois encore, aucun changement essentiel n'aura lieu, car il faudrait que la culture politique change ici de fond en comble. Aucune commission ne sera efficace tant qu'elle n'examinera pas les répercussions de la conception de la force dans laquelle baigne l'Etat.

La population arabe d'Israël – même si cela surprendra une partie appréciable des lecteurs juifs – vit avec un sentiment de menace permanente. Il ne s'agit pas uniquement de questions « prosaïque » comme la source de revenus, la santé et l'espérance de vie (les chiffres du Bureau des Statistiques indiquent un élargissement du fossé entre l'espérance de vie des Juifs et celle des Arabes en Israël), mais d'une véritable menace sur la vie : sur les 33 cas de citoyens arabes tués par des policiers et des soldats au cours des six dernières années, un seul est passé en jugement. Tant qu'il s'agit de sang arabe, il n'y a ni justice ni juge.

L'aspiration de la population arabe à vivre en paix – oui, une paix régionale, comprenant aussi la fin de l'occupation de son peuple – dans une sécurité personnelle et sociale, et dans une égalité nationale et civile, cette aspiration, le gouvernement israélien a échoué à la satisfaire et pire encore : il semble qu'il ne soit nullement intéressé à la satisfaire. Les événements d'octobre 2000, tout comme la guerre récente, devraient logiquement conduire à la conclusion que l'hostilité, la force et la haine ne sont pas la voie à suivre pour restaurer les relations avec les Arabes à l'intérieur d'Israël, ni pour parvenir à une solution du conflit régional. Seuls des pourparlers dans le cadre d'une relation de respect et d'ouverture amèneront une paix véritable avec les Arabes de l'intérieur et de l'extérieur ; une paix qui mettra fin à toutes les peurs et les menaces dans la région.

Abir Kobty

Ynet (Yediot Aharonot), 3 octobre 2006

www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-3310260,00.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Gideon Lévy : Lieberman au pouvoir.

Les pacifistes devraient appuyer l'entrée d'Avigdor Lieberman au gouvernement. L'opposition de plusieurs ministres travaillistes à cette ouverture est incompréhensible : car qu'est-ce qui changera au juste ? Israël se

lancera dans une guerre superflue ? L'entreprise des colonies sera renforcée ? Le gouvernement rejettera la proposition de paix de la Syrie ? Le racisme à l'égard des citoyens arabes d'Israël va croître ? L'armée d'occupation se rendra cruelle envers les Palestiniens ?

Mais tout cela, le gouvernement, dans sa composition actuelle, nous le dispense déjà en abondance, et la participation de Lieberman fera seulement tomber le masque. Mieux vaut un gouvernement d'extrême droite avec Lieberman et sans masque, qu'un gouvernement sans Lieberman mais avec un masque aux allures de centre-gauche. Tout comme le combat risible contre les avant-postes « *illégaux* », qui entérine en fait toutes les autres colonies « *légales* », la lutte contre la participation de Lieberman a pour seule et unique visée de donner une apparence progressiste à un gouvernement d'extrême droite et de légitimer la participation en son sein du parti Travailleur. L'opposition d'Amir Peretz et de plusieurs de ses amis à l'entrée de Lieberman est dès lors frappée d'hypocrisie : ils sont déjà maintenant membres d'un gouvernement qui s'est lancé dans une guerre malfaisante, un gouvernement qui dit non à la Syrie, qui se montre cruel envers les Palestiniens et qui renforce les colonies.

Lieberman dit ce que beaucoup pensent. Son racisme et son nationalisme sont sortis de l'armoire alors que chez beaucoup d'autres, ils y restent enfouis tout au fond, tout en agissant sur leur esprit. Ils n'ont sur lui aucune supériorité morale. Quelqu'un d'ouvertement raciste et nationaliste vaut mieux que quelqu'un qui l'est secrètement, de manière cachée. Lieberman a aussi un programme bien organisé, contrairement à Ehoud Olmert, Benjamin Netanyahu ou Shimon Peres, dont nul n'a la moindre idée (et apparemment eux non plus) de ce qu'ils veulent faire demain matin. Lieberman a peut-être l'air d'un extrémiste pour des oreilles innocentes ou qui feignent l'innocence, mais en bien des matières, il dit exactement ce qu'Israël fait.

En 2001 déjà, Lieberman, alors Ministre des infrastructures, publiait son programme de cantons. Il proposait alors de diviser la Cisjordanie en quatre cantons sans possibilité de déplacement de l'un à l'autre. C'est exactement ce que fait effectivement Israël : faire éclater le cadre de vie dans les Territoires par une brutale séparation physique entre régions. Même sans Lieberman, un habitant de Naplouse qui veut rendre visite à son fils à Hébron se heurte à des obstacles quasiment insurmontables ; quant à voir son fils de Gaza, il doit se contenter d'en rêver. Lorsque Lieberman a avancé sa proposition, certains se sont agités ; lorsque l'armée israélienne met la chose en œuvre, presque personne n'ouvre la bouche. Un Lieberman qui dit la vérité ne vaut-il pas mieux qu'un gouvernement Olmert qui vous roule ?

Lieberman a également expliqué comment parvenir à prendre militairement le dessus sur les Palestiniens : « *En 48 heures, il y a moyen d'entrer dans tous les quartiers généraux, dans tous les tunnels, tous les dépôts d'armes, et il est alors possible d'aller au-delà, de passer au programme des cantons* », avait-il déclaré en 2001 à « *Haaretz* ». Or que tente de faire Israël à Gaza, bien que sans succès ? Israël liquide, tue, détruit, exactement dans cet esprit de « *prendre militairement le dessus* » imaginé par Lieberman.

L'entrée de Lieberman dans le gouvernement en fera tomber le masque aussi dans la relation avec le monde. A partir du moment où le chef du gouvernement a abandonné son idée de 'convergence', il ne lui reste de toute façon rien à proposer dans le domaine du politique. Lieberman montrera aux Palestiniens et au monde vers quoi le gouvernement actuel s'oriente réellement. Le monde saura et les Arabes sauront de la manière la plus claire que c'est un gouvernement nationaliste extrémiste qui est installé à Jérusalem et qu'il n'est pas porté à la paix.

Un sondage publié à la fin de la semaine par « *Yediot Aharonot* » et qui attribue à « *Israël Beiténou* », le parti de Lieberman, 20 sièges (seul le Likoud en obtient davantage dans le même sondage), révèle également la vraie orientation de l'opinion publique en Israël : plus à droite et plus extrémiste que jamais. Cela aussi, il vaut mieux que nous le sachions. Quel long chemin nous avons parcouru depuis le moment où Meir Kahana était ostracisé au Parlement par la majorité des factions, jusqu'à ce que Lieberman devienne un candidat légitime au titre de « *ministre à la sécurité* ». Lors des prochaines élections, on ne parlera plus de Lieberman comme d'un dirigeant marginal ; peut-être sera-t-il même un jour Premier Ministre. On pourrait logiquement penser qu'un gouvernement d'extrême droite dirigé par Lieberman devrait conduire à un boycott international à l'encontre d'Israël, exactement comme celui qui est imposé au gouvernement Hamas. Peut-être est-ce précisément une telle radicalisation effrayante qui amènerait enfin le monde à intervenir fermement afin de mettre fin au conflit.

Il n'est pas bien difficile de deviner comment Israël réagirait à l'entrée de quelqu'un comme Lieberman dans un gouvernement européen. Lorsque le raciste Jörg Heider est entré dans le gouvernement autrichien en février 2000, Israël a rappelé son ambassadeur et a suspendu tout contact avec des représentants du gouvernement autrichien. Mais ce qui est interdit à l'Autriche nous est permis et le monde, jusqu'ici, n'a pas sourcillé.

L'instinct naturel des pacifistes en Israël – qui les porte à s'opposer vigoureusement à un homme qui appelle au transfert de localités entières et à l'expulsion de tout citoyen qui ne serait pas « *loyal* » envers l'Etat, qui aspire à un Etat « *nettoyé* » des Arabes et qui ne connaît que le langage de la force – cet instinct se comprend. Dans la nomination d'un ministre aux conceptions fascistes se cache un grave dommage à la fois éducatif et social. Le fait aussi que Lieberman modèle dans une large mesure les conceptions de beaucoup de gens sur le million et quelques immigrants venus de l'ex-Union Soviétique est une dure nouvelle pour la société israélienne. Et malgré

tout cela, mieux vaut un raciste déclaré que des hypocrites qui vous parlent peut-être de paix mais font la guerre. Lieberman au pouvoir ? Il y est déjà depuis longtemps.

Gideon Lévy

Haaretz, 15 octobre 2006

www.haaretz.co.il/hasite/spages/774804.html

Version anglaise : www.haaretz.com/hasen/spages/774651.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

4 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Opinion de Jacques MYARD, Proche-Orient : N'est-il pas déjà trop tard ?

Au moment où un accord est intervenu au Conseil de Sécurité afin de faire cesser les combats et rechercher un règlement politique "durable", on est en droit de se demander s'il n'est pas trop tard pour modifier l'inéluctable cours de l'Histoire au Proche-Orient.

Ces cinquante dernières années n'y ont été en effet qu'une suite d'affrontements, de guerres ouvertes ou larvées qui rappellent étrangement la Pharsale de Lucain[1]: " Des guerres plus que civiles, l'apparence du droit donné au crime lui même, le crime se revêtant du droit, toutes les forces mélangées du monde s'affrontant dans un commun désastre."

Rien ne semble pouvoir briser cet enchaînement implacable, chacun voyant dans l'autre l'ennemi à détruire, chacun étant le terroriste de l'autre, qualifié d'islamiste intégriste ou d'Etat terroriste. La notion d'agresseur agressé perd toute pertinence, tant il est vrai qu'il existe des deux cotés une protohistoire qui justifie aux yeux de chaque partie l'utilisation de la force pour effectuer des représailles !

Certes, il y eut des moments d'intenses espoirs, engendrés par les accords de Camp David (1978) ou d'Oslo (1993), qui ont semblé pouvoir conjurer le sort et arrêter la machine infernale, mais aujourd'hui, après l'Intifada et un mois de guerre, tout semble irrémédiablement consommé. Cette nouvelle guerre entre Juifs et Arabes a fait prendre à ce conflit une toute nouvelle dimension dont il n'est pas certain que Tel Aviv et Washington en aient appréhendé toutes les conséquences.

Cette guerre a "fusionné" en un seul et unique conflit les crises - déjà fort compliquées - du Proche et du Moyen-Orient. Il est désormais patent que les causes chiites et sunnites sont soudées contre Israël et les Etats-Unis, Téhéran ayant réussi à créer un front commun au delà des rivalités entre Musulmans chiites et sunnites. Ce front commun est scellé dans l'opinion publique arabe et islamique par-delà les réticences et les craintes des gouvernements arabes sunnites - dits modérés - qui sont dépassés par ce mouvement. Ils suivront de plus en plus leurs opinions publiques pour ne pas être débordés, voire balayés.

C'est bien en cela que ce conflit est d'une autre nature que les précédents. Il s'inscrit dans une réalité annoncée, mais à laquelle l'Occident se refusait à croire vraiment : le choc des civilisations et même les guerres de religions. Il ne fait plus aucun doute qu'après l'entrée des Américains en Irak, cette guerre constitue un formidable et nouvel accélérateur de la rupture entre les pays occidentaux, identifiés aux Etats-Unis et leur tête de pont Israël, et le monde arabo-musulman. Ben Laden s'en frotte les mains.

La cause des extrémistes islamistes est, de surcroît, servie par la médiatisation planétaire du conflit. Les médias ne sont désormais plus contrôlés par les Occidentaux. Chaque nouvelle victime arabe fait l'objet de reportages abondants dans les médias arabes et est présentée comme un nouveau martyr qui attise la haine contre les Israéliens et les Américains. Israël est en train de perdre la guerre de l'information, or comme le relevait justement Donald Rumsfeld dans un article du Council on Foreign Relations "La lutte sera remportée ou perdue devant le tribunal de l'opinion publique".

Peut-on accepter cet enchaînement fatal qui peut mener à une déflagration incontrôlable et conduire à une sorte de troisième guerre mondiale larvée et rampante? Bien évidemment non ! Dès lors, que faire ? Face à l'Orient compliqué tenons-nous en à quelques idées simples !

- Personne, ni Israël, ni la future force multinationale ne pourra éradiquer le Hezbollah. Il n'existe pas de solution militaire !

- Il est impérieux de briser le lien qui est établi entre les crises du Proche et du Moyen-Orient. Il importe donc de diviser pour régner en imposant en priorité un règlement politique à la crise proche-orientale. A ce titre, Israël doit accepter la création d'un Etat palestinien viable, le retrait de Gaza n'est pas suffisant dès lors que l'Etat hébreu renforce sa présence en Cis-Jordanie et hypothèque gravement la réalisation de tout Etat palestinien viable. Seule la création de cet Etat amènera les autorités palestiniennes à prendre leurs responsabilités et à mettre leurs extrémistes hors d'état de nuire !

- La Syrie doit revenir dans le jeu diplomatique, elle n'est pas la clé de toute la crise, mais rien ne se fera sans elle, notamment pour canaliser le Hezbollah et le contraindre à intégrer une solution politique.

-Israël ne peut pas sécuriser son avenir en ayant tous ses voisins ligués à la mort contre lui ! Il ne peut se contenter comme seul atout pour assurer sa sécurité de compter sur la force militaire. Comment ne pas être d'accord avec Pierre Vidal-Naquet : "A l'opposé de la logique guerrière nous pensons que des victoires militaires ne garantissent pas l'avenir d'Israël". Son alliance avec Washington ne le fera pas davantage, les Israéliens devraient méditer les mots de Virgile "Jamais de confiance dans l'alliance avec un puissant", le gouvernement de Saïgon l'a appris à ses dépens ! Dans ces conditions, Israël doit tout mettre en oeuvre pour parvenir à un accord avec les Palestiniens et les Syriens.

- Quant au Moyen-Orient, il faut se rendre à l'évidence que l'Iran est non seulement la puissance régionale émergente contre laquelle rien ne se fera, mais qu'il contrôlera même de plus en plus la situation en Irak. La politique américaine en Irak est un échec sanglant et total. Les Etats-Unis et les Européens doivent rechercher un accord global avec Téhéran qui devra intégrer la question nucléaire en contrepartie du retrait des Américains d'Irak. Cette réalité, quoique fortement déplaisante pour Washington est incontournable !

Le temps est compté pour agir car la situation évolue dans le domaine de la foi religieuse qui se radicalise, des soldats israéliens l'ont bien compris en soulignant que la dissuasion n'avait aucun effet sur les hommes du Hezbollah déterminés à se sacrifier pour leur cause !

La France a su garder la tête froide en adoptant une position équilibrée et équitable. Elle doit continuer à conduire sa politique en toute indépendance en s'opposant fermement au manichéisme simpliste et fantasmagorique des uns qui rêvent d'exporter la démocratie à l'occidentale clé en mains, mais elle doit aussi rappeler avec fermeté aux autres qu'Israël est un Etat du Proche-Orient qui doit vivre en sécurité. La voie n'est pas aisée mais elle est la seule pour sauver cette région et peut être aussi le monde d'un désastre annoncé !

Jacques Myard

Député UMP, Président du Cercle Nation et République

Notes :

[1] La Pharsale est un poème latin de Lucain. Le sujet est la guerre civile que se livrent César et Pompée et dont le titre est emprunté de Pharsale, ville de Thessalie.

Sources : [Questions critiques](#)

Posté par Adriana Evangelizt